

# CETTE EUROPE QUI DÉRANGE LE TÊTE A TÊTE NATIONAL

Deux ans après le non français, les candidats à la présidentielle évitent le sujet. A leurs risques et périls

Il en parlent. Chacun à sa manière, précise ou évasive, crédible ou irréaliste, les candidats à l'élection présidentielle évoquent l'Europe. A Strasbourg, à Bruxelles, ils lui consacrent des discours entiers ; lors de conférences de presse, en déplacement sur le terrain, ils y reviennent, comme le révèle l'examen minutieux de leurs déclarations.

Et pourtant, l'opinion, qui, on l'a vu en 2005, s'intéresse à l'Europe, ne se sent pas bien informée. L'excès de tam-tam médiatique rend-il les messages inaudibles ? En partie sans doute, mais le décalage pourrait bien être dû, avant tout, au caractère excessivement présidentiel de notre régime politique.

Les candidats invoquent volontiers le lien direct, quasiment mystique, qui les unit au peuple. A force de présenter cette élection comme une idylle en tête-à-tête, ils font de l'Union européenne le tiers lourd qui vient troubler une intimité délicate. Peut-être la victime du général Boulanger en Belgique, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, était-il symbolique. A Bruxelles, les équipes comptent plus que les chefs ; il ne

suffit pas de répéter « je veux » pour aboutir.

Le repli sur soi et entre soi que met en scène la campagne présidentielle nationale contraste avec l'ouverture internationale qui est requise dans l'Union. Il est vrai qu'en Allemagne aussi, pourtant dotée d'un régime parlementaire modèle, quelques responsables se plaignent de l'intrusion de l'UE entre le peuple et les élus. Roman Herzog, ancien président fédéral, vient de la dénoncer avec virulence. Mais c'est encore plus sensible dans un régime personnalisé où cette interférence confine au crime de lèse-majesté.

L'Europe dérange aussi parce qu'elle ramène à la réalité. Personne n'aime admettre ses limites, surtout pas ceux qui briguent le pouvoir suprême. Or, les gouvernants des Etats membres ont une marge de manœuvre réduite que seule la présence accrue à Bruxelles permet de compenser. Et, dans l'UE, chacun est jugé sur ses performances. Qu'il s'agisse de dette, de déficit du commerce extérieur ou de croissance, les comparaisons sont objectives, les contraintes incontournables. Les candidats qui



**Sylvie Goulard**

Présidente du Mouvement européen France. Auteure du Coq et la Perle, 50 ans d'Europe, Le Seuil. Et de L'Europe pour les Nuls, First.

promettent le retour du franc, la mise sous tutelle de la BCE ou une fiscalité radicalement nouvelle font des promesses absurdes. Et les échecs imputés à l'euro sont démentis par le succès d'autres Etats de la zone.

Les Français zappent peut-être sciemment les déclarations des candidats sur l'Europe. A quoi bon écouter ces boniments, alors que, une fois élu, le chef de l'Etat fera à peu près ce qu'il voudra ? En vertu de l'article 20 de la Constitution, c'est le premier ministre qui est censé « déterminer et conduire la politique de la nation », sous le contrôle du Parlement. Nul n'y songe dans une campagne présidentielle qui organise la vie politique française autour du chef de l'Etat.

En Allemagne, comme en Grande-Bretagne, des débats européens approfondis ont lieu régulièrement

au Parlement ; c'est le Bundestag et non le chancelier qui autorise l'envoi de troupes ou l'exportation d'armes. Nous en sommes loin. Membre du Conseil européen, le président de la République partage avec ses homologues et le président de la Commission la responsabilité de l'intérêt commun. Pourtant, c'est le plus souvent un intérêt national aux contours incertains, défini dans le secret de l'Élysée, qui prime.

Enfin, une grande majorité des candidats n'affichent pas une vision européenne d'ensemble. Au mieux, l'Europe est chez eux une pensée intermittente. A de jolis discours pro-européens, prononcés la main sur le cœur, succèdent des attaques violentes contre la Commission ou les politiques communales. Lorsque l'actualité, comme à propos d'Airbus, ouvre la voie à la

démagogie nationaliste, le naturel revient au galop. En dépit de leurs déclarations, ils n'ont pas vraiment la foi européenne. Le plus souvent, la connaissance des instances communautaires leur fait défaut. Au mieux, ils ont l'expérience de conseils des ministres sectoriels où ils n'ont pas toujours brillé par leur assiduité.

Naturellement, la critique de l'UE est non seulement permise mais salubre ; elle devrait toutefois s'accompagner de propositions crédibles, débattues de manière approfondie avec nos principaux partenaires, replacées dans une perspective d'ensemble, notamment celle du monde globalisé. Des déplacements d'un journéiste dans une capitale ou à Bruxelles ne suffisent pas à se doter d'une stature européenne, ni à nouer des liens étroits avec ses futurs homologues. Cinquante ans après la signature du traité de Rome, l'Europe reste un vernis appliqué en fine couche : brillant, joli mais, à l'usage, guère résistant.

Malgré tous les discours de campagne, la question constitutionnelle européenne reste ouverte. Quand les peuples s'est prononcé, il est hasar-

deux de bricoler une solution qui le contourne ; le retour à la diplomatie à huis clos et aux débats parlementaires feutrés ne risque guère de réconcilier les Français avec l'Europe. Mais le référendum comporte toujours un aléa. Il devrait être réservé à des textes simples, bien présentés. Démocratie représentative et démocratie directe ne s'opposent pas ; elles se complètent car elles constituent deux formes d'expression également respectables de la souveraineté populaire. Les revivifier toutes deux, les combiner à bon escient, tel est l'enjeu.

**Naturellement, la critique de l'UE est non seulement permise mais salubre**

La démocratie représentative qui permet des discussions approfondies sur des sujets techniques doit être sérieusement renforcée dans un pays qui manque d'espaces de débat public. Les parlementaires nationaux devraient être plus impliqués encore dans les questions européennes afin que l'UE ait des relais de proximité. Quant à la démocratie directe, elle doit être réservée aux questions fondamentales que les citoyens ne sauraient trancher sans avoir été correctement informés.

Il appartiendra au prochain président, dans un esprit européen, d'opter pour la meilleure procédure en fonction du contenu du texte et des accords qui se dégageront à vingt-sept : harmoniser les dates de ratification dans les différents Etats, organiser à l'avance une « arrière-garde » pour accueillir ceux qui rejetteraient la solution commune, tels seraient les moyens d'éviter qu'un nouveau refus ne se produise. Un deuxième non de dévouement, loin d'être gratuit, coûterait très cher à l'Europe et à notre pays.

L'élection présidentielle a lieu alors que la France a perdu la main en Europe. Si elle veut reprendre toute sa place dans une Union à vingt-sept, riche en opportunités mais plus hétérogène, plus incertaine, le nouveau président doit prendre la mesure de l'enjeu. Au-delà des discours de campagne, c'est tout le fonctionnement de nos institutions qu'il faut revoir ; elles doivent être enfin à la hauteur de nos ambitions européennes.

## « C'est une campagne à l'américaine »

Quelle appréciation portez-vous sur la campagne présidentielle française ?

C'est une campagne « réactive », à l'américaine, surdéterminée par les sondages. Plus d'éloquence, plus de débats sur la nature de la démocratie. Tout semble remplacé par le spectacle ! Ce qui est plus frappant dans cette campagne électorale, c'est que les idées comptent moins que les gestes « publicitaires ». Les candidats sont surtout préoccupés par leur propre image. Comme Hillary Clinton, Ségolène Royal est devenue la cible des médias qui détaillent ses tenues et épient ses moindres gestes. Ou sont les critiques politiques d'antan ?

Quel rôle à votre avis joue la relation aux Etats-Unis dans la politique française ?

Depuis l'époque du général de Gaulle, la résistance à l'hégémonie américaine a joué un rôle important dans la politique étrangère française. Cette résistance a permis à la France, au nom du multilatéralisme et du maintien de l'indépendance française, de pratiquer une politique d'exception dans le monde.



**Lawrence Kritzman**

Professeur de français et de littérature comparée à Dartmouth College (Etats-Unis). Il a dirigé le volume *The Columbia History of Twentieth Century French Thought* (histoire de la pensée française au XX<sup>e</sup> siècle), Columbia University Press, 2006.

Jacques Chirac a ainsi pris la tête des opposants à l'intervention américaine en Irak et a su montrer le courage de s'opposer à la mégalomanie de Bush et Cie. Le risque serait grand de renoncer à une telle tradition au profit d'une vision plus « atlantiste ». En dénonçant « l'arrogance française », ne risque-t-on de faire de la France un « caniche » des Etats-Unis ?

Avez-vous l'impression qu'il se passe moins de choses aujourd'hui dans la pensée ou la vie intellectuelle françaises ?

La période de l'après-guerre en France a été marquée d'une grande énergie culturelle. Aujourd'hui, c'est vrai, on ne trouve plus de grand « maître à

penser » parce que l'évaluation de la situation requiert plus de recul. Mais il y a toujours des romanciers et il ne faut pas oublier l'importance des historiens français dont certains sont très connus aux Etats-Unis : Roger Chartier, Alain Corbin et Michèle Perrot ou Pierre Nora, notamment.

On s'intéresse aujourd'hui outre-Atlantique à des philosophes et essayistes aussi différents que Marc Augé, Alain Badiou, Étienne Balibar, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Marcel Gauchet, Bruno Latour, Jean-Luc Nancy et Michel Onfray. Bref, la culture française me paraît être demeurée très vivace.

Ce que l'on appelle la « New French Theory » a un certain succès dans les universités américaines. Ce concept correspond-il vraiment à ce qu'on perçoit de la vie intellectuelle française aux Etats-Unis ?

Malheureusement, certains Français emploient l'expression « French Theory » dans un sens péjoratif, comme un parti pris antihumaniste. Quand on parle de « French Theory », on pense aux philosophes et aux sociologues intellectuellement révolutionnaires comme Derrida, Foucault et Bourdieu. C'est un courant qui a, de fait, de l'influence sur certains campus comme UC-Irvine, NYU, Yale, Cornell, Harvard. Et il est exact que depuis Sartre, aucun penseur français n'a jamais eu le rayonnement de Derrida dont l'influence a touché profondément de multiples disciplines.

Mais sur d'autres campus, c'est une tout autre pensée française que l'on voit à l'œuvre : celle de biologistes comme Henry Atlan ou de philosophes des sciences comme Jean-Pierre

Dupuy ou Michel Serres. Pour l'Université de Chicago, où Paul Ricoeur a longtemps enseigné et dont Jean-Luc Marion a pris la succession, la « pensée française » signifie la phénoménologie et la critique littéraire classique qu'incarne un Marc Fumaroli.

Pensez-vous que la pensée française se soit provincialisée et désormais n'intéresse plus que les spécialistes ?

C'est une vision caricaturale des choses. Dans toutes les bonnes bibliothèques américaines les états sont pleins de traductions d'ouvrages français, surtout de sciences sociales et humaines, de théorie esthétique et d'histoire. Dans les milieux artistiques et intellectuels, le désir d'être au courant de ce qui se passe en France est demeuré intact. Ce qui m'inquiète plutôt, c'est le déclin de la langue française. Souvent les spécialistes des *cultural studies* (études culturelles) négligent l'avertissement de Claude Lévi-Strauss : « Qui dit langue dit culture ».

PROFOS RECUEILLIS PAR NICOLAS WEILL